

Rapport de la Commission des Finances

Rapport de la réunion du 2 mars 2020

Le Vice-président Finances Jean-Yves Pabst et les équipes administratives présentent à la Commission des finances le compte financier 2019. Les données chiffrées ont été validées au moment de la réunion et la commission a statué sur la base du rapport de gestion de l'ordonnateur ; les comptes annuels (incluant l'« annexe » produite par l'agent comptable) et le compte financier sur chiffres (non encore présentés) seront transmis prochainement aux administrateurs. Le rapport du compte de gestion reprend les principaux points de satisfaction et de vigilance discutés lors de la réunion.

La commission souligne que les principaux agrégats montrent la bonne santé financière de l'établissement et sa capacité à financer le plan pluriannuel d'investissement dans son format actuel tout en respectant les prévisions de financement des activités de formation et de recherche.

Le résultat de fonctionnement est positif (3,09 M€). Il marque une hausse de 2,9 M€ par rapport au dernier budget actualisé 2019 et, plus important encore, une hausse de 0,28 M€ par rapport à l'année précédente. Celle-ci s'explique principalement par le fait que la CVEC n'a pas entièrement été utilisée et que les composantes n'aient pas consommé toutes les enveloppes prévues. La capacité d'autofinancement est en légère baisse, sans pour autant menacer sa préservation. Les flux de trésorerie et l'apport au fonds de roulement restent fortement impactés par le recours à l'emprunt dans la cadre de l'Opération Campus, lequel n'a été que très partiellement utilisé du fait de retards pris sur les travaux. Il est rappelé aussi que le montant des opérations pluriannuelles financées par des recettes fléchées est inscrit pour la totalité en autorisations d'engagement, tandis que les crédits de paiement sont inscrits à hauteur des tranches annuelles décaissées, du fait de l'étalement dans le temps des projets immobiliers. Enfin, la trésorerie reste très importante mais il convient de rappeler qu'une majorité de celle-ci est liée à l'emprunt et est de ce fait gagée par des avances ou des acomptes concernant l'Opération Campus.

Les points de vigilance restent à nouveau liés au poids de la masse salariale (4 485 emplois sous plafond d'Etat et 1 048 sur ressources propres sont constatés en 2019), d'autant que le GVT augmente sans être financé par la subvention pour charge de service public de l'Etat. Concernant les travaux immobiliers, il faudra étudier leur phasage pour les nouvelles demandes si le résultat n'augmente pas, ce qui est un risque en 2020 lié à l'augmentation de la masse salariale, de l'absence de financement du GVT, et de la livraison de bâtiments en grand nombre, qu'il convient d'équiper.

Le Vice-président rappelle l'importance de préserver au mieux les marges de manœuvre de l'établissement. Ces marges restent nécessaires pour financer des investissements immobiliers en fonds propres. Lors de l'exécution budgétaire, il importe que chacun veille à l'exécution dans des délais qui permettent au mieux le traitement de la dépense au titre de l'année.

Les membres de la Commission émettent un avis favorable sur la qualité et la clarté des documents qui leur ont été présentés et qui devront faire l'objet d'un débat lors du Conseil d'administration du 10 mars 2020.

Nicolas HALTER

Rapporteur de la Commission des Finances